

vestissement qui lui sont délégués en matière de recherche, de restauration des collections, de travaux d'entretien et de grosses réparations des bâtiments, du domaine et de leurs équipements.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine et la directrice des musées de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juillet 2003.

*Le ministre de la culture
et de la communication,
JEAN-JACQUES AUBAGON*

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,
JEAN-PAUL DELEVOYE*

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
ALAIN LAMBERT*

*Le secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat,
HENRI PIAGNOL*

Arrêté du 24 juillet 2003 modifiant l'ordonnance du 3 mars 1999 érigeant les musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en service à compétence nationale

NOR: MCC80300459A

Le ministre de la culture et de la communication, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire, le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et le secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 mars 1999 érigeant les musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en service à compétence nationale ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction des musées de France en date du 13 juin 2002 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction de l'architecture et du patrimoine en date du 5 juillet 2002 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du service à compétence nationale des musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en date du 17 octobre 2002,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. - Le deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 3 mars 1999 susvisé est ainsi modifié:

11 a la qualité d'ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses de fonctionnement du service, ainsi que des crédits d'investissement qui lui sont délégués en matière de recherche, de restauration des collections, de travaux d'entretien et de grosses réparations des bâtiments, des domaines et de leurs équipements. "

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine et la directrice des musées de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juillet 2003.

*Le ministre de la culture
et de la communication,
JEAN-JACQUES AUBAGON*

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,
JEAN-PAUL DELEVOYE*

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
ALAIN LAMBERT*

*Le secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat,
HENRI PIAGNOL*

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RÉFORME DE L'ETAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté du 18 juillet 2003 autorisant pour l'année 2003 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de rédacteurs territoriaux, spécialisé secteur sanitaire et social (femmes et hommes)

NOR: FPPA0310049A

Par arrêté du président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère en date du 16 juillet 2003, un concours réservé de rédacteur territorial (hommes et femmes), spécialité secteur sanitaire et social, est ouvert au titre de l'année 2003 pour 6 postes.

L'épreuve d'admission se déroulera à Grenoble, à partir du 18 décembre 2003. Les dossiers de candidature pourront être retirés du 7 au 29 octobre 2003 inclus (le cachet de la poste faisant foi).

Modalités de retrait des dossiers : soit par demande écrite au centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère, 228, cours de la Libération, 38030 Grenoble Cedex 2, en joignant une enveloppe format 23 x 32 cm, affranchie à 1,11 € et libellée aux nom, prénom et adresse du candidat, soit en se présentant directement au centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère.

Date limite de retour des dossiers : les dossiers de candidature devront être retournés impérativement au centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère le 6 novembre 2003, à minuit (le cachet de la poste faisant foi), ou déposés dans les locaux avant 17 heures, le même jour. Tout dossier posté ou déposé hors délai sera rejeté.

Ce concours réservé est uniquement ouvert aux agents ayant la qualité de non titulaire de droit public.

Tous renseignements complémentaires, et en particulier les conditions de candidature, pourront être communiqués sur simple demande écrite (joindre une enveloppe timbrée) adressée au président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère.

Circulaire du 30 Juillet 2003 relative à la mise en œuvre des retenues sur la rémunération des agents publics de l'Etat en cas de grève

NOR: FPPAD300123C

Le droit de grève est constitutionnellement garanti aux agents de l'Etat en vertu du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. Ce droit doit être concilié avec le principe selon lequel la rémunération constitue la contrepartie du service fait. Dès lors, en l'absence de service fait, notamment en cas de grève, des retenues sur la rémunération des agents doivent être opérées par l'administration.

La règle dite du trentième indivisible, selon laquelle on ne divise pas le traitement mensuel d'un fonctionnaire de l'Etat par plus de trente, s'applique en cas de service non fait (notamment la grève depuis la loi de finances rectificative du 29 juillet 1961), mais également en cas d'exécution incomplète du service (depuis la loi no 77-826 du 22 juillet 1977). L'application de cette règle conduit à opérer une retenue d'un trentième sur la rémunération des agents en poste dans les administrations de l'Etat et dans les établissements publics à caractère administratif de l'Etat, en cas d'absence de travail intervenue pendant une fraction quelconque de la journée.

La présente circulaire rappelle les modalités d'application de ces retenues afin que toutes les conséquences financières d'une cessation concertée du travail soient tirées en conformité de notre ordonnance-juridique.

1. La part à prélever sur la rémunération en cas de grève

Il appartient à chaque ministère de mettre en place un système de recensement des agents grévistes afin que des retenues sur rémunération puissent être mises en œuvre. A cet effet, je vous demande, lorsque des préavis de grève vous sont communiqués, de donner instruction à vos services d'établir la liste des agents ayant cessé le travail. Pour ce faire, vous procéderez par le moyen le plus approprié à votre département ministériel. Les chefs de service pourront, par exemple, procéder à ce recensement de la manière suivante :

1" Bilan chiffré :

ÉLÉMENTS d'information	MINISTÈRE	DÉTAIL PAR SERVICES/ échelon central/ échelon déconcentré/ établissements publics
Nombre de jours de grève.		
Nombre de grévistes déclarés.		
Nombre d'agents, faisant l'objet d'une retenue.		
Nombre total des jours donnant lieu à retenue.		

2" Bilan qualitatif:

Vous communiquerez les informations propres à votre département sur les JX>inLs suivants :

- modalités de recensement des agents grévistes (listes d'émargement, moyens automatiques...);
- nature des jmrts pris en compte JXKT calculer la retenue (week-ends, jours fériés...);
- mesures d'adaptation de la règle du trentième éventuellement prises dans le cas d'espèce;
- mesures particulières pour le personnel non gréviste empêché de se rendre sur le lieu de travail.

Le cas échéant, vous transmettez copie des instructions particulières émanant de votre administration et concernant les modalités pratiques de retenues pour faits de grève.

MINISTÈRE DES SPORTS

**Arrêté du 18 Juillet 2003 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2003
relatif à la liste des arbitres et Juges sportifs de haut niveau**

NOR: *SPRK0370144A*

Le ministre des sports,

Vu la loi no 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, et notamment l'article 26;

Vu le décret no 2002-707 du 29 avril 2002 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la liste des arbitres et juges sportifs de haut niveau,

Arrête:

Art. 1^{er}. – A l'article 2 de l'arrêté du 8 juillet 2003, les termes: « les inscriptions sont valables jusqu'au 30 juin 2003 » sont remplacés par: « les inscriptions sont valables jusqu'au 30 juin 2004 ».

Art. 2. – La directrice des sports est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juillet 2003.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice des sports :
Le chef de service,
H. CANNEVA

Rem. – La liste des arbitres et juges sportifs de haut niveau peut être consultée au ministère des sports (direction des sports, bureau de la vie de l'athlète), 75, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris Cedex 13 ou par internet (<http://www.jeunesse-sports.gouv.fr>).

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 18 Juillet 2003 portant nomination (secrétariats généraux pour les affaires régionales)

NOR: *PRMG0370513A*

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 juillet 2003, est nommé auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne : M. Lhuissier (Ludovic), ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts, en qualité de chargé de mission à temps partiel, à compter du 1^{er} décembre 2002, pour une durée de trois ans.